

**MAIRIE DE VALLOIRE**

-- 73450 --

Monsieur le Maire,

A

Madame la Présidente  
DREAL AUVERGNE RHONE ALPES  
Service CIDDAE  
5 Place Jules Ferry  
69453 LYON Cedex

Valloire, le 24 juillet 2023

Objet : Modification simplifiée n° 2 du plan Local d'Urbanisme

Réf : 23.0088

Madame la Présidente,

L'article 3 du décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 prévoit que dans chaque région, la mission régionale d'autorité environnementale (MRAE) du Conseil général de l'environnement et du développement durable bénéficie de l'appui technique d'agents du service régional chargé de l'environnement (la DREAL).

C'est ainsi que suite au dépôt du dossier portant modification simplifiée (MS) n°2 du plan local d'urbanisme (PLU) de Valloire auprès de la MRAE que vous présidez, Monsieur Chenet, chargé de mission évaluation environnementale au pôle Autorité Environnementale, a bien voulu attirer notre attention sur la nécessité de lever « une ambiguïté » sur la rédaction de cette évolution du document cadre d'urbanisme de la collectivité que j'administre.

Dans le droit fil du principe général du droit d'adaptation constante de l'activité administrative aux circonstances de fait et de droit, très rapidement après l'adoption du nouveau PLU communal en avril 2019, il nous est apparu nécessaire en effet de clarifier et d'homogénéiser le règlement du PLU Valloirain dans les secteurs d'intérêt écologique.

Ce long travail, fruit notamment des échanges conduits avec l'exploitant de notre domaine skiable, la Sem Valloire, mais également avec la direction départementale des territoires a débouché sur la proposition de MS n°2 sur laquelle, Monsieur Chenet sollicite donc des « amendements rédactionnels » soit le dépôt d'une nouvelle notice, préalablement à la délivrance de l'avis de l'Autorité Environnementale Auvergne-Rhône Alpes.

MAIRIE DE VALLOIRE

-- 73450 --

La nouvelle mouture permet de préciser les enjeux de la trame verte et bleue à l'échelle communale en proposant un règlement graphique hiérarchisé aux fins de repérage des différents types d'espaces naturels et un règlement écrit adapté à la fonction écologique de chacun.

Plus précisément, dans les secteurs d'intérêt écologique repérés au titre de l'article L 151-23 du code de l'urbanisme situés dans les zones indicées "s" au règlement graphique, seuls seront autorisés les travaux de renouvellement des équipements et aménagements existants de notre domaine skiable sous condition de réalisation d'une étude d'impact conformément aux articles L 122-1 et L 122-3-4 du code de l'environnement afin de définir la potentialité réelle des milieux en présence par rapport à la reproduction du Tétrás Lyre et ainsi démontrer l'absence d'incidence sur l'espèce.

Je formule le vœu que cette nouvelle rédaction réponde aux interrogations soulevées par Monsieur Chenet afin de permettre la nécessaire conciliation entre la pérennisation de l'écosystème de Valloire, partie intégrante du développement durable du territoire Valloirin et le respect de la qualité environnementale de ce dernier dont participe le renouvellement de nos équipements et de nos aménagements, l'amélioration du fonctionnement de ces derniers étant indissociable de la minoration de leur impact sur l'environnement et le paysage.

J'ajoute que cette procédure de MS n°2, de surcroît, n'ouvre pas de droit à de nouveaux aménagements.

Je vous souhaite bonne réception de la présente lettre et vous prie d'agréer, Madame la Présidente, l'expression de ma respectueuse considération.

Le Maire,  
Jean-Pierre ROUGEAUX

